



# MARCHÉ DU TRAVAIL

Bilan et perspectives 2025 | 2026

# CARTE DE LA RMR DE QUÉBEC



## LA PUBLICATION : BILAN ET PERSPECTIVES

Chaque année, l'équipe des études économiques et de la veille stratégique de Québec International fait la lumière sur divers indicateurs économiques importants dans le cadre de sa publication nommée « Bilan et perspectives ». En plus d'analyser les données de l'an précédent, les économistes considèrent le contexte en cours et les scénarios de projection à moyen et long terme pour se forger une opinion sur les changements à prévoir. Québec International est ainsi heureuse de vous dévoiler la section Marché du travail.

## NOTE AUX LECTEURS

Cette étude a été produite par le département d'Études économiques et veille stratégique de Québec International. Les professionnels de cette équipe ont pour mandat d'assurer la disponibilité d'une information économique de qualité. Ils sont appelés à suivre l'évolution de la conjoncture économique et de l'environnement d'affaires à l'échelle régionale, nationale et internationale et à réaliser différentes recherches et analyses permettant d'identifier des opportunités, d'orienter les stratégies de développement et de définir les actions à mettre en place pour soutenir la croissance de notre économie régionale. Pour en savoir plus sur les services offerts par Québec International, nous vous invitons à visiter notre site Internet au [www.quebecinternational.ca](http://www.quebecinternational.ca).

# FAITS SAILLANTS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LA RMR DE QUÉBEC EN 2025

Une pression croissante sur le marché du travail...



**+7,7 %**  
**Croissance  
du volume  
d'emplois**  
(509 400 postes)



**3,3 %**  
**Taux de chômage**  
(décembre 2025)  
2,6 % en mars 2026,  
le plus faible au pays



**67,3 %**  
**Taux d'emploi**  
(décembre 2025)  
68,4 % en mars 2026,  
le plus haut au pays



**+17,5 %**  
**Croissance  
du nombre de  
postes vacants**  
au 4<sup>e</sup> trimestre de 2025  
(18 710 postes  
en Capitale-Nationale  
et Chaudière-Appalaches)

...notamment attribuable à la composition démographique,  
augmentant *de facto* la pression sur les entrepreneurs.



**- 1 425**  
**Solde de résidents  
non permanents,**  
un rare recul de la métrique



**90,6**  
**Indice de  
remplacement  
de la main-d'œuvre,**  
le plus faible des 8 principales  
RMR canadiennes



**73 %**  
**Part des  
entrepreneurs**  
ayant à l'occasion ou souvent  
de la difficulté à recruter

En 2026, des défis variés portés par des professions en déficit,  
des pressions démographiques et l'émergence de l'IA sur le marché  
du travail, avec une base solide



**194**  
**Projection  
du nombre de  
professions en déficit**  
entre 2024 et 2028  
(52,57 %, excluant les  
professions non publiées)



**≈33 600**  
**Nombre de résidents  
permanents**  
qui devront s'installer dans  
la RMR sur 10 ans afin  
de répondre aux besoins  
du marché du travail local



**40 %**  
**Part des employeurs**  
dans le monde qui prévoient  
réduire leurs effectifs d'ici 2030  
sous l'effet de l'IA, selon le  
Forum économique mondial



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Évolution temporelle asymétrique du marché du travail .....</b>	<b>5</b>
Québec met le cap sur 2026 avec un ensemble d'indicateurs au vert .....	5
Le défi de l'absorption de la création d'emplois .....	7
 <b>Un resserrement progressif du marché du travail .....</b>	<b>10</b>
Taux de chômage: Québec atteint un jalon rarement observé précédemment .....	10
Une reprise des besoins de main-d'œuvre après cinq trimestres de stabilité .....	11
Une rareté de main-d'œuvre asymétrique, mais sujette à généralisation dans l'économie.....	12
Des taux d'activité et d'emploi portés par une participation accrue .....	14
Des signaux contrastés concernant l'évolution salariale.....	14
 <b>Perspectives pour 2026 .....</b>	<b>15</b>
Toujours dans le sillage de Trump .....	15
Vers un ralentissement ou une accélération du marché de l'emploi en 2026? .....	16
Des modifications à la démographie se reflétant sur le marché de l'emploi.....	17
Impact modeste de l'IA sur l'emploi... pour le moment.....	18
 <b>Conclusion .....</b>	<b>19</b>
La rareté de talents comme contrainte centrale .....	19
 <b>Annexes.....</b>	<b>21</b>

# ÉVOLUTION TEMPORELLE ASYMÉTRIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Tableau 1 – Comparatif global des métriques annuelles de l'emploi au Canada entre 2024 et 2025

Portrait de l'emploi canadien en 2025								
	Emplois				Taux de chômage (%)		Taux d'emploi (%)	
	2024	2025	Variation (NB)	Variation (%)	2024	2025	2024	2025
<b>Québec</b>	<b>472 900</b>	<b>509 400</b>	<b>36 500</b>	<b>7,7%</b>	<b>4,6</b>	<b>3,3</b>	<b>63,3</b>	<b>67,3</b>
Toronto	3 669 100	3 761 200	92100	2,5%	8,5	8,1	61,2	61,4
Montréal	2 394 800	2 413 800	19000	0,8%	6,6	5,9	62,7	62,4
Vancouver	1 675 700	1 688 000	12300	0,7%	6,4	6,3	62,9	62,4
Calgary	972 800	998 300	25 500	2,6%	8,1	6,8	65,5	64,6
Ottawa	896 300	862 700	-33 600	-3,7%	5,7	7,3	65,2	61,5
Edmonton	843 500	881 100	37 600	4,5%	7,5	7,5	63,3	64,3
Winnipeg	503 300	514 900	11 600	2,3%	6,1	6,2	63,7	64,0
<b>Canada</b>	<b>20 860 500</b>	<b>21 121 800</b>	<b>261300</b>	<b>1,3%</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>	<b>61,0</b>	<b>60,9</b>
<b>Le Québec</b>	<b>4 610 400</b>	<b>4 656 700</b>	<b>46300</b>	<b>1,0%</b>	<b>5,7</b>	<b>5,2</b>	<b>61,4</b>	<b>61,3</b>

Note : La comparaison utilise les données désaisonnalisées de décembre 2024 à décembre 2025

Sources : Statistique Canada, Tableau 14-10-0459-01, et Québec International

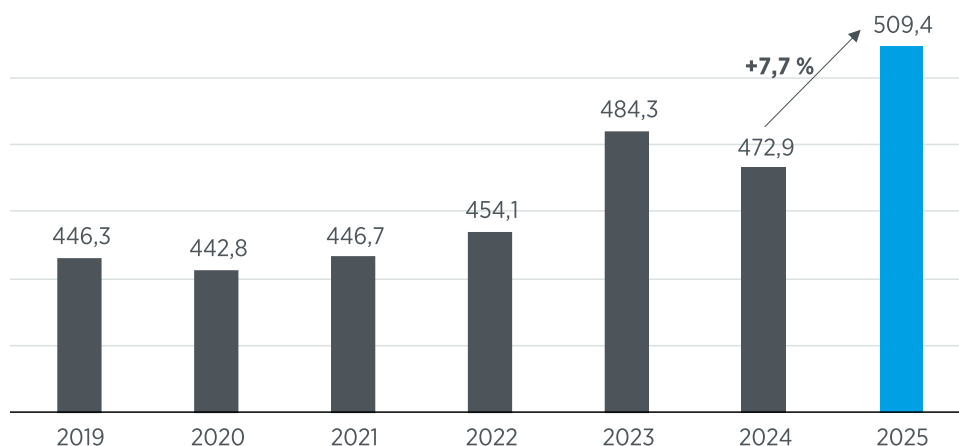
## Québec met le cap sur 2026 avec un ensemble d'indicateurs au vert

En 2025, la RMR de Québec a connu une forte progression de l'emploi, atteignant 509 400 postes, soit 36 500 de plus qu'en 2024 (+7,7 %), malgré un contexte d'incertitude lié aux tensions commerciales internationales. Attribuable à des facteurs tant structurels que conjoncturels, cette croissance s'appuie notamment sur la diversification importante de l'économie régionale, un important rempart à l'incertitude. Cette augmentation dépasse largement celle du Québec (+1,0 %) et du Canada (+1,3 %), puis évolue à contre-courant de la stagnation ou du ralentissement observé ailleurs au pays. La population active a également augmenté pour atteindre 527 000 personnes (+6,3 %). Ce déséquilibre entre l'emploi et la population active a conduit au plus faible taux de chômage au pays (3,3 % en décembre 2025, et 2,6 % en mars 2026) ainsi qu'au taux d'emploi le plus élevé au Canada (67,3 % en décembre, et 68,4 % en mars 2026)<sup>1</sup>. Il importe toutefois de souligner le possible recul de ces métriques si la pénurie de main-d'œuvre s'accroît dans la région.

<sup>1</sup> Statistique Canada, Tableau 14-10-0459-01



**Graphique 1 – Évolution de l’emploi dans la RMR de Québec, en milliers, 2019-2025**



Sources : Statistique Canada, Tableau 14-10-0459-01 et Québec International

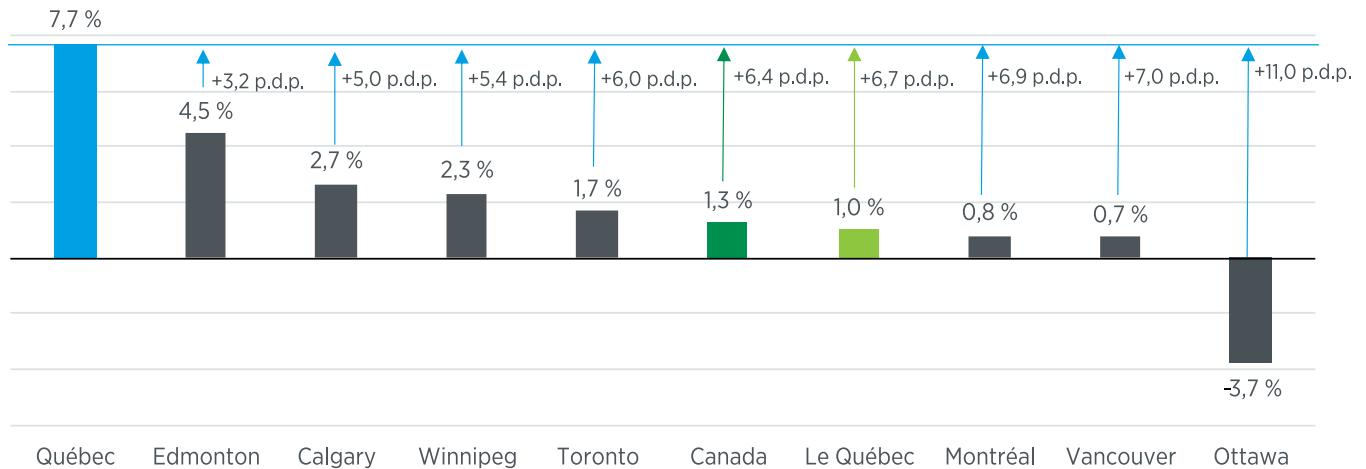
### **Pourquoi la région évolue-t-elle à contre-courant de la tendance canadienne et québécoise ?**

La rupture observée à la fin de 2025 et au début de 2026, notamment portée par la baisse du chômage ainsi que la hausse des taux d’emploi et d’activité, résulte à la fois d’un regain de confiance, soutenu par des perspectives économiques modestes, mais positives, et d’une normalisation conjoncturelle qui réactive progressivement les embauches malgré une incertitude tarifaire persistante. Ces constats sont d’ailleurs en cohérence avec les résultats du sondage *Conjoncture 2026*.

Cette situation est renforcée par des fondations structurelles qui distinguent Québec, dont une forte présence d’emplois dans les services publics, ainsi que dans le domaine de la finance et l’assurance, moins sensibles aux cycles économiques, et un niveau d’investissement soutenu qui joue un rôle stabilisateur, même en période de ralentissement ou d’incertitude, et qui est, entre autres, attribuable aux menaces de tarification douanière. La poursuite des grands projets préserve aussi l’emploi dans les secteurs structurants et maintient une demande de main-d’œuvre particulièrement forte dans la construction et les infrastructures, en dépit de la conjoncture internationale. Or, il importe de souligner que la demande excédentaire, additionnée au rétrécissement du bassin de main-d’œuvre, pourrait provoquer un goulot d’étranglement limitant la capacité des entrepreneurs à embaucher des travailleurs dont les qualifications sont en adéquation avec les besoins du poste, renforçant ultimement le risque de pénurie de main-d’œuvre, qu’elle soit sectorielle ou généralisée.

Parallèlement, l’augmentation des postes vacants s’inscrit dans un contexte où la demande de travail demeure excédentaire. La croissance plus rapide de l’emploi que de la population active, les inadéquations compétences-postes et une progression salariale inférieure à l’inflation réduisent l’attractivité de certains postes et resserrent le bassin de candidats. Enfin, la forte croissance de l’emploi en 2025, qui a permis à la région de franchir le seuil du demi-million d’emplois, a intensifié les pressions sur un marché déjà contraint et élargi les risques de pénurie de main-d’œuvre, désormais plus généralisés que sectoriels.

**Graphique 2 – Variation annuelle de l’emploi dans les principales RMR canadiennes, 2025**

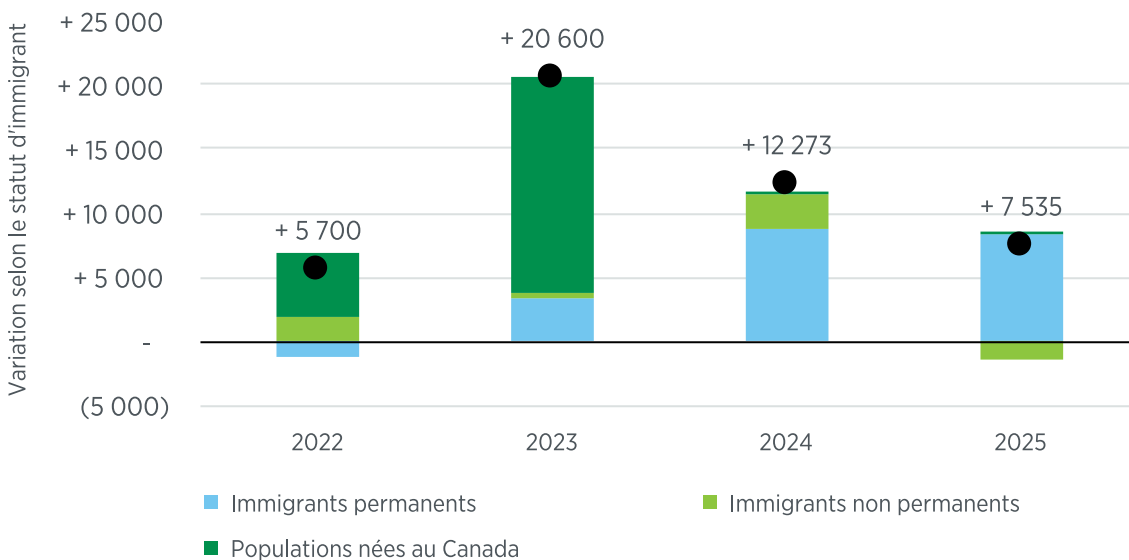


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0459-01

## Le défi de l’absorption de la création d’emplois

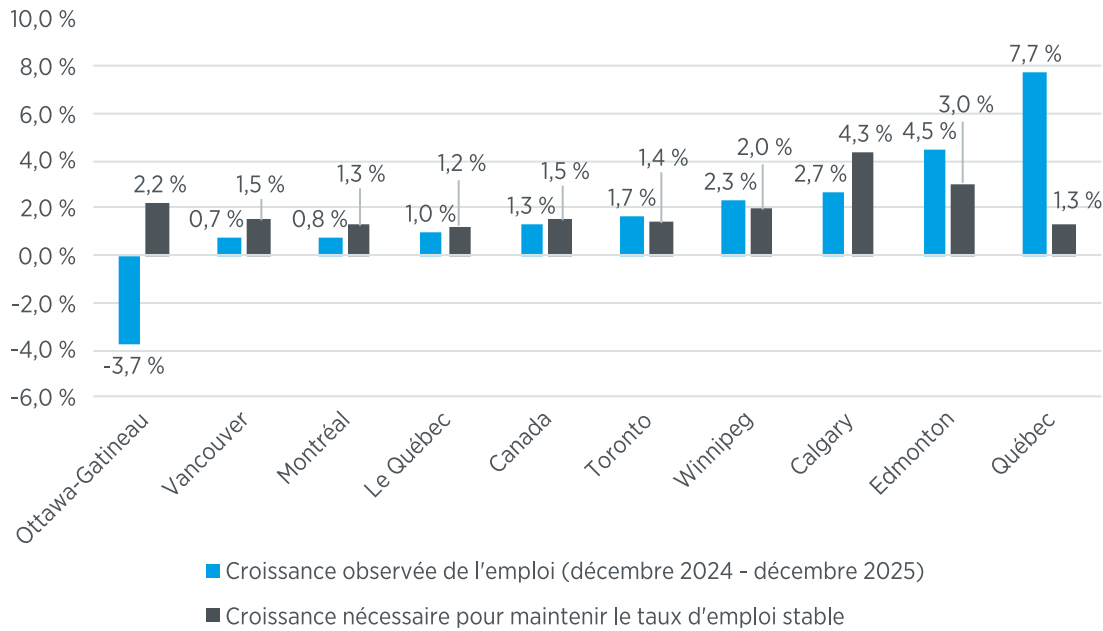
La section *Démographie* de l’étude *Bilan et perspectives 2025-2026* met en lumière les transformations majeures survenues en 2025, soit une année marquée par un faible accroissement naturel et par un recul prononcé du nombre d’immigrants sans statut permanent (Graphique 3). La région se retrouve ainsi dans une situation tendue où la création d’emplois surpasse l’accroissement démographique et, plus précisément, le volume d’individus en âge d’intégrer le marché du travail. Cette dynamique révèle des tensions soutenues entre les compétences disponibles et recherchées.

**Graphique 3 – Variation annuelle de la population active dans la RMR de Québec selon certains critères**



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

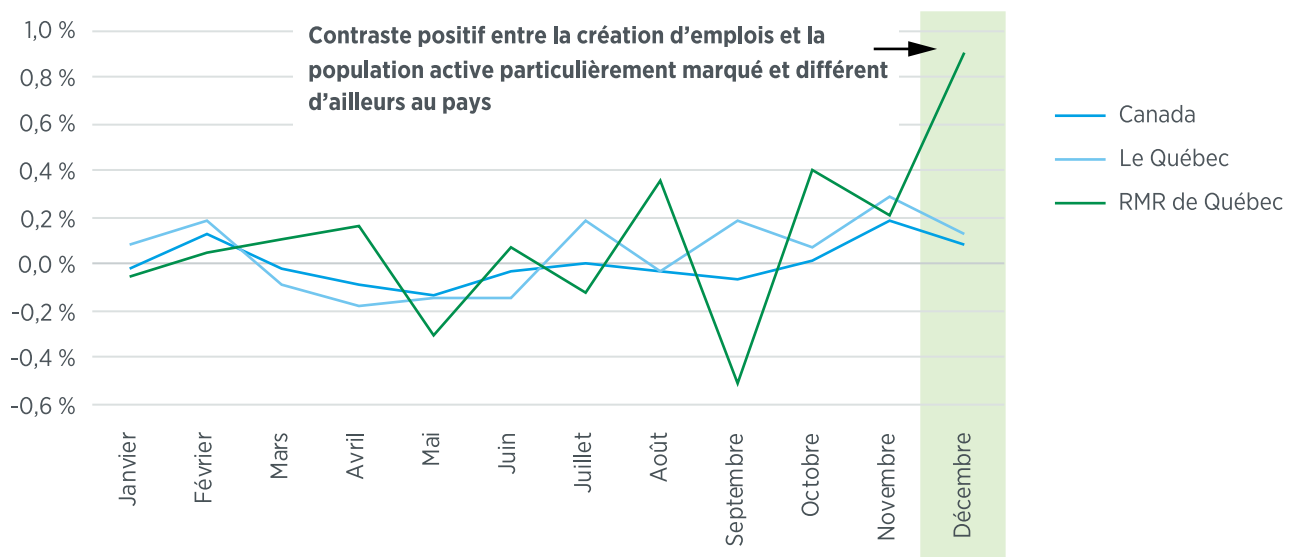
**Graphique 4 – Variation annuelle de l’emploi et de la croissance nécessaire pour maintenir le taux d’emploi stable dans la RMR de Québec, 2025**



Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0459-01, et Québec International

En fin d’année 2025, cet écart se creuse davantage par rapport au Québec et au Canada (Graphique 5), ce qui renforce les risques de désajustements structurels. D’un point de vue économique, un tel décalage entre la croissance de la population active et le volume de création d’emplois peut freiner la productivité, puis ralentir l’allocation efficace et parétienne des ressources. Il crée également des tensions liées à la formation de la main-d’œuvre et aux stratégies d’attraction et de rétention des talents, qui deviennent déterminantes pour soutenir la croissance dans un contexte de changement démographique rapide.

**Graphique 5 – Excès de création d’emplois comparativement à la croissance de la population active dans la RMR de Québec en 2025**



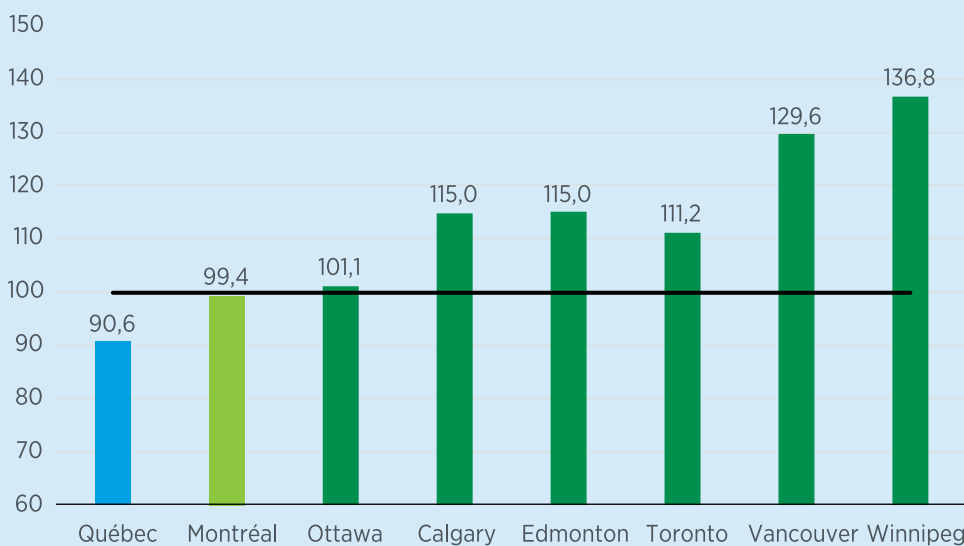
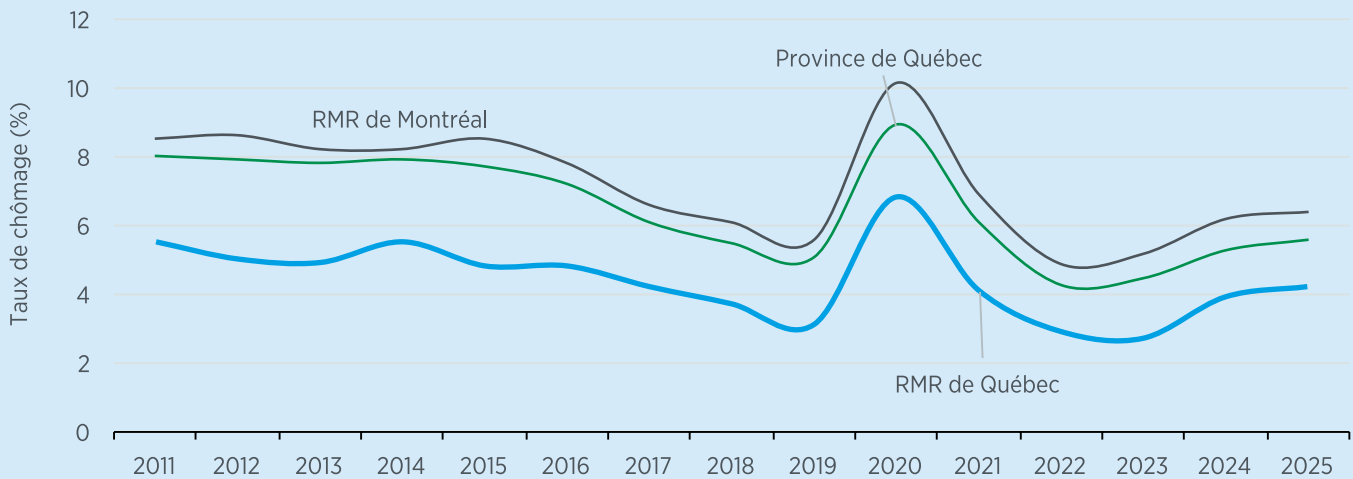
Note : Les données du graphique représentent la différence entre le taux de croissance de l’emploi comparativement à celui de la population active  
 Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0459-01, 2026

## ENCADRÉ 1 – Zoom sur le déficit de main-d'œuvre

En mars 2026, la RMR de Québec affichait un taux de chômage de 2,6 % selon les données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, ce qui est bien en-dessous du seuil du plein emploi et nettement inférieur à celui de Montréal et à la moyenne québécoise, signe d'un marché du travail durablement contraint. Cette tension résulte d'une croissance soutenue de l'emploi combinée à une hausse plus modérée de la population active, resserrant ainsi l'écart entre offre et demande de travail. Le faible indice de remplacement de la main-d'œuvre (90,6; -12 points), inférieur au seuil d'équilibre et aux autres grandes RMR canadiennes, limite par ailleurs la capacité de renouvellement démographique. Ces facteurs renforcent la pénurie de main-d'œuvre et mettent de la pression sur les entrepreneurs, que ce soit en termes d'embauches ou de masse salariale. De plus, l'émergence de sous-marchés sectoriels où l'adéquation compétences-postes est fort devient un enjeu critique.

Néanmoins, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) anticipe, d'ici 2051, une croissance démographique de 23,1 % dans la RMR de Québec, soit la plus élevée parmi les grandes RMR québécoises, dans un contexte où la région pourrait conserver un solde migratoire positif avec l'ensemble des autres RMR québécoises. Ces deux éléments sont susceptibles d'améliorer graduellement le renouvellement de la main-d'œuvre, sans toutefois pleinement palier aux besoins importants des entreprises.

### Graphiques 6 et 7 – Visualisation des tensions sur le marché du travail par le faible taux de chômage et l'indice de remplacement respectivement\*



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

\*Proportion du nombre de jeunes (15-24 ans) en voie d'intégrer le marché du travail comparativement au volumes de personnes approchant la retraite (55-64 ans)

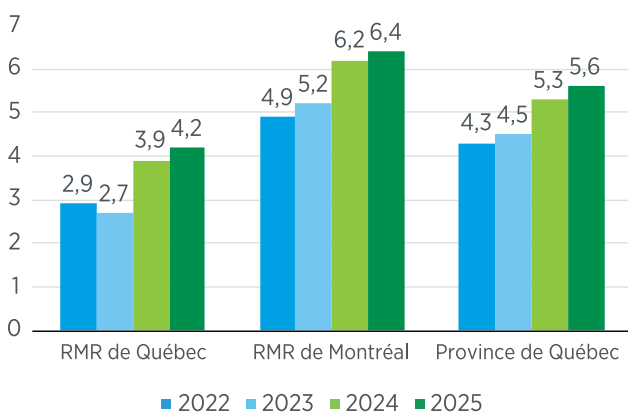
Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0459-01, et Québec International

# UN RESSERREMENT PROGRESSIF DU MARCHÉ DU TRAVAIL

## Taux de chômage: Québec atteint un jalon rarement observé précédemment

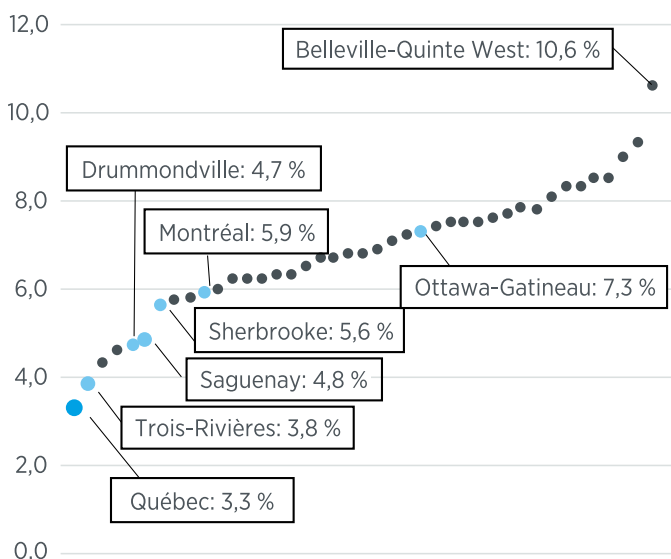
À la suite de la baisse du taux de chômage annuel à 2,7 % en 2023, celui-ci est remonté à 4,2 % sur une base annuelle en 2025 (+1,5 p.d.p.). Or, la conjoncture économique du début de l'année de 2026 a fait fortement fléchir la métrique pour la porter de nouveau à 2,6 % en mars. À cet égard, la RMR de Québec affiche le taux le plus bas au pays et le début d'année suit une tendance à contre-courant de celles québécoise et canadienne.

**Graphique 8 – Évolution du taux de chômage**

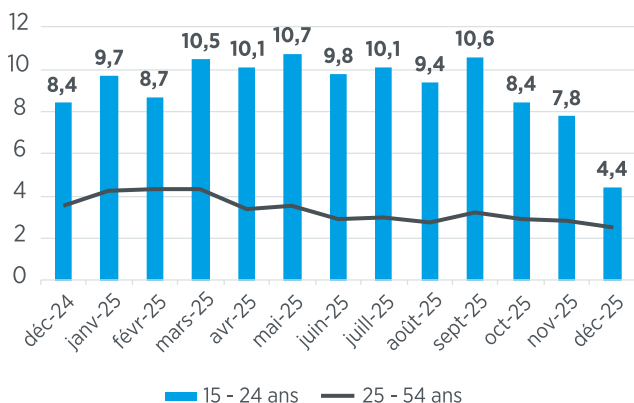


Sources: Institut de la statistique du Québec et Québec International

**Graphique 9 – Taux de chômage dans les 41 RMR canadiennes, décembre 2025**

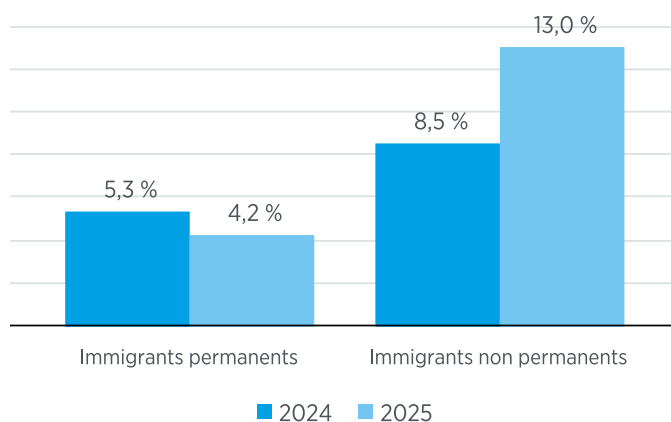


**Graphique 10 – Comparatif du taux de chômage (%) selon la tranche d'âge**



Sources: Statistique Canada, tableau 14-10-0458 et Québec International

**Graphique 11 – Évolution du taux de chômage selon le statut d'immigration, 2024 et 2025**



Source: Statistique Canada. Commande spéciale sur l'Enquête sur la population active, 2026



En 2025, les jeunes de 15 à 24 ans ont connu une insertion plus difficile sur le marché du travail que leurs homologues plus âgés, une réalité également vécue par les immigrants sans statut permanent. De multiples causes structurelles et conjoncturelles expliquent cette situation, dont leur expérience professionnelle limitée, qui constitue un désavantage dans un marché concurrentiel où les postes disponibles sont restreints. S'ajoute à cette situation une mobilité professionnelle plus élevée qui les expose davantage au chômage frictionnel, c'est-à-dire aux périodes d'inactivité entre deux postes occupés.

L'inadéquation entre les compétences acquises en formation et celles recherchées par les employeurs représente un autre obstacle majeur. De plus, les premiers emplois offerts aux jeunes sont souvent davantage marqués par la précarité (contrats temporaires, temps partiel ou emplois saisonniers), les rendant particulièrement sensibles aux fluctuations économiques.

À ces facteurs s'additionne un enjeu de taille: l'intégration accélérée de l'intelligence artificielle (IA), qui redéfinit la demande de compétences. Bien que ses effets ne soient pas encore pleinement visibles dans les données d'enquêtes, certains secteurs peu complémentaires, mais fortement exposés à l'IA, se retrouvent vulnérables. À cet égard, selon le Forum économique mondial, une proportion importante d'employeurs dans le monde (40 %) prévoit de réduire ses effectifs d'ici 2030 sous l'effet de cette technologie. Toutefois, cette transformation s'accompagne d'une réallocation vers des fonctions où la complémentarité avec l'IA est forte, favorisant ultimement la création d'emplois et la productivité.

## Une reprise des besoins de main-d'œuvre après cinq trimestres de stabilité

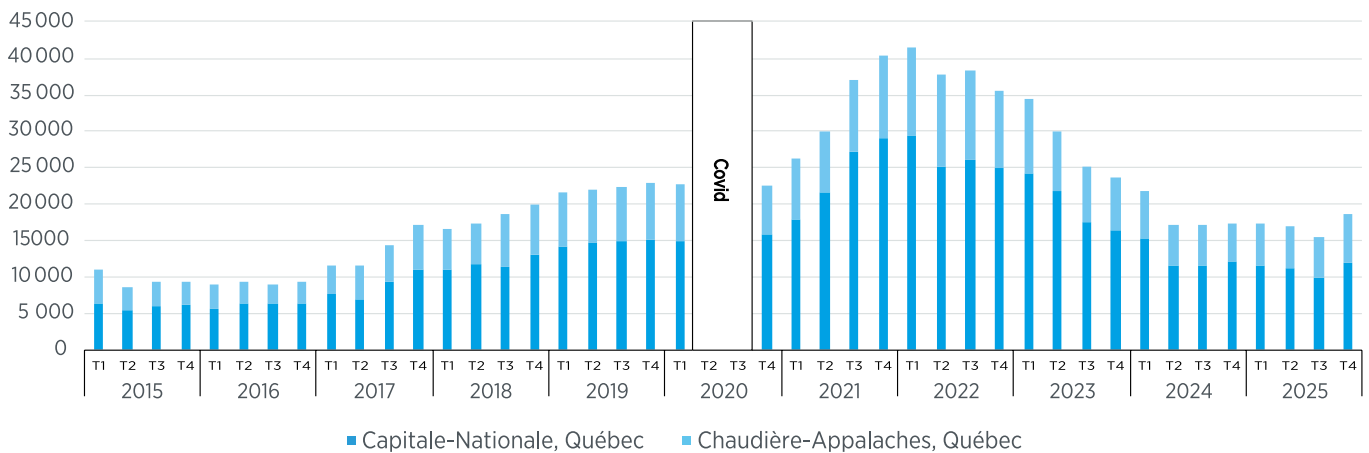
Au terme de 2025, les postes vacants dans la Capitale-Nationale et en Chaudière-Appalaches ont atteint 18 710, soit une hausse marquée de 17,5 % en trois mois, contrastant avec la stabilité observée au cours des trimestres précédents (Graphique 12). Sur un an, la progression demeure plus modérée (+7,1 %), mais confirme un regain de tensions dans un contexte pourtant associé à une normalisation économique progressive. Cette accélération se retrouve des deux côtés du fleuve alors que les postes vacants ont augmenté de 16,1 % dans la Capitale-Nationale et de 20,2 % en Chaudière-Appalaches au dernier trimestre de l'année. Toutefois, l'évolution annuelle diverge légèrement, avec un recul de 220 postes dans la Capitale-Nationale, contre une hausse de 1 460 en Chaudière-Appalaches, en partie attribuable à la structure de l'économie liée à la prépondérance de secteurs distincts dans les deux régions<sup>2</sup>.

Parallèlement, la demande globale de main-d'œuvre (cumulatif des emplois salariés et des postes vacants) a progressé de 2,8 % dans la Capitale-Nationale et de 5,8 % en Chaudière-Appalaches entre les deux derniers trimestres de 2025, alors qu'elle était en quasi-stagnation au Québec et au Canada (avec respectivement 0,0 % et +0,6 %). Combinés à un ratio chômeur-poste vacant en contraction ( $\approx 1,30$  à  $\approx 0,94$  sur un an) et à une croissance salariale peu dynamique, ces signaux révèlent un resserrement progressif du marché du travail, accentuant les enjeux d'adéquation entre compétences disponibles et compétences recherchées. Plusieurs entreprises demeurent ainsi confrontées à des difficultés de recrutement qui limitent leur capacité à répondre pleinement à la demande, ce qui est aussi conforme aux conclusions tirées de plus récentes données de l'*Enquête de la population active* de Statistique Canada<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01

<sup>3</sup> *Idem*

**Graphique 12 – Évolution du nombre de postes vacants, 2015 à 2025 (données trimestrielles désaisonnalisées)**



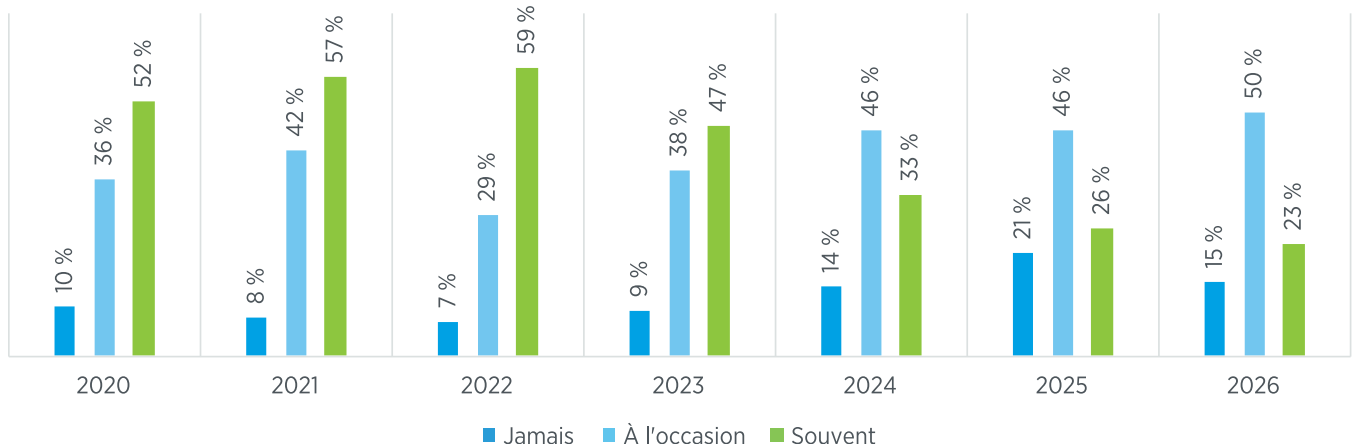
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0398-01

## Une rareté de main-d'œuvre asymétrique, mais sujette à généralisation dans l'économie

Le recrutement et la rétention de talents demeurent des enjeux majeurs dans la RMR de Québec. Selon le sondage *Conjoncture 2026*, 74 % des dirigeants prévoient embaucher et 13 % anticipent des mises à pied, reflet de réalités sectorielles divergentes. Bien que le recrutement ne figure plus parmi les priorités immédiates, ce recul s'explique par la montée d'autres préoccupations, dont l'incertitude internationale et les risques de récession, et non par une amélioration réelle. En effet, 46 % des entreprises estiment que la rareté de main-d'œuvre affectera leur rentabilité au cours des dix prochaines années, confirmant la nature structurelle du problème et ses implications sur les choix d'investissement, l'automatisation et l'organisation du travail. De plus, 73 % estiment devoir composer avec des difficultés de recrutement à l'occasion, ou souvent, signe que la rareté de main-d'œuvre initialement restreinte à certains secteurs clés de l'économie est en voie de se généraliser. Les métriques observées au début 2026 suggèrent une reprise des préoccupations susmentionnées dans les 12 prochains mois.

Malgré ce contexte, les disparités sectorielles appellent toujours une analyse différenciée. Le manufacturier s'inquiète des impacts des politiques migratoires sur l'accès à la main-d'œuvre, tandis que la construction fait face à un risque de goulot d'étranglement lié à la croissance des projets d'immobilisations. La Commission de la construction du Québec estime d'ailleurs qu'il faudra 2 500 travailleurs supplémentaires par an d'ici 2028 pour répondre à la demande<sup>4</sup>.

**Graphique 13 – Difficultés de recrutement de main-d'œuvre selon les dirigeants d'entreprise (n=239)**



Note : La question posée : « De façon générale, avez-vous de la difficulté à recruter de la main-d'œuvre? ». Le complément à 100 % est attribuable à la non-réponse  
Sources : Québec International et Léger, sondage Conjoncture 2026 et éditions précédentes

<sup>4</sup> Commission de la construction du Québec (2024)



## L'emploi par industrie

Si le marché du travail ne peut être pris globalement, il importe alors de le scinder par secteur industriel (Tableau 2). L'emploi dans le secteur des services, qui représente à lui seul 85,4 % du marché du travail, a enregistré une importante progression de 34 800 postes entre décembre 2024 et décembre 2025 (+8,7 %), comparativement à 1 500 postes (+0,4 %) lors de l'année précédente<sup>5</sup>. Cette hausse est principalement attribuable à trois segments, soit le commerce de gros et de détail (+9 400), la finance, l'assurances, les services immobiliers et de location (+8 600) et les services d'enseignement (+7 500). Il importe aussi de constater que l'administration publique a subi un recul marqué en 2025 (-4 000) et qu'un gel des embauches partiel est en vigueur dans la fonction publique depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024<sup>6</sup>.



**Dans le contexte actuel, mieux comprendre ces sous-secteurs permet de mieux recruter.**

Le ralentissement observé dans certains secteurs s'explique en partie par un contexte international moins favorable, combinant tensions commerciales et révisions des politiques migratoires. Ces facteurs ont particulièrement affecté le secteur de la fabrication, qui enregistre une contraction de 6 600 emplois. Les services professionnels, scientifiques et techniques ont aussi freiné leurs embauches et leurs remplacements au cours de l'année. Bien que ce ralentissement se soit atténué en fin d'exercice, il conduit tout de même à un recul cumulatif de 14 400 emplois.

**Tableau 2 – Variation annuelle de l'emploi par industrie, RMR de Québec, 2024-2025**

<b>Secteur de la production de biens</b>		
Agriculture		-1,1
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz		0,8
Services publics		0
Construction		9,4
Fabrication		-6,6
<b>Secteur des services</b>		
Commerce de gros et de détail		9,4
Transport et entreposage		5,9
Finance, assurances, services immobiliers et de location		8,6
Services professionnels, scientifiques et techniques		-14,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien		2,3
Services d'enseignement		7,5
Soins de santé et assistance sociale		6,6
Information, culture et loisirs		4,6
Services d'hébergement et de restauration		5,6
Autres services (sauf les administrations publiques)		2,7
Administrations publiques		-4

Note : (1) Variation de décembre à décembre; (2) Données non désaisonnalisées  
Sources : Statistique Canada, Tableau 14-10-0467-01, et Québec International

<sup>5</sup> Les données disponibles sont non désaisonnalisées  
<sup>6</sup> Statistique Canada, tableau 14-10-0467-01

## Des taux d'activité et d'emploi portés par une participation accrue

La forte croissance démographique et, par ricochet, celle de la population active, qui a franchi le seuil du demi-million en mai 2025 selon l'*Enquête sur la population active*<sup>7</sup>, ont exercé une pression généralisée sur les indicateurs du marché du travail. Toutefois, bien que le volume de création d'emplois n'ait pas pleinement absorbé la croissance de la population active, cette hausse substantielle a tout de même empêché les métriques du taux d'activité et d'emploi de fléchir à l'échelle canadienne.

La RMR de Québec s'y démarque de nouveau favorablement. Effectivement, parmi les huit principales RMR canadiennes, entre décembre 2024 et décembre 2025, Québec enregistre de loin la plus forte croissance du taux d'emploi (+4,0 p.d.p.), suivie d'Edmonton (+1,0 p.d.p.). Le même schéma est observé concernant le taux d'activité alors que Québec croît de 3,2 p.d.p. et Edmonton, de 1,1 p.d.p.

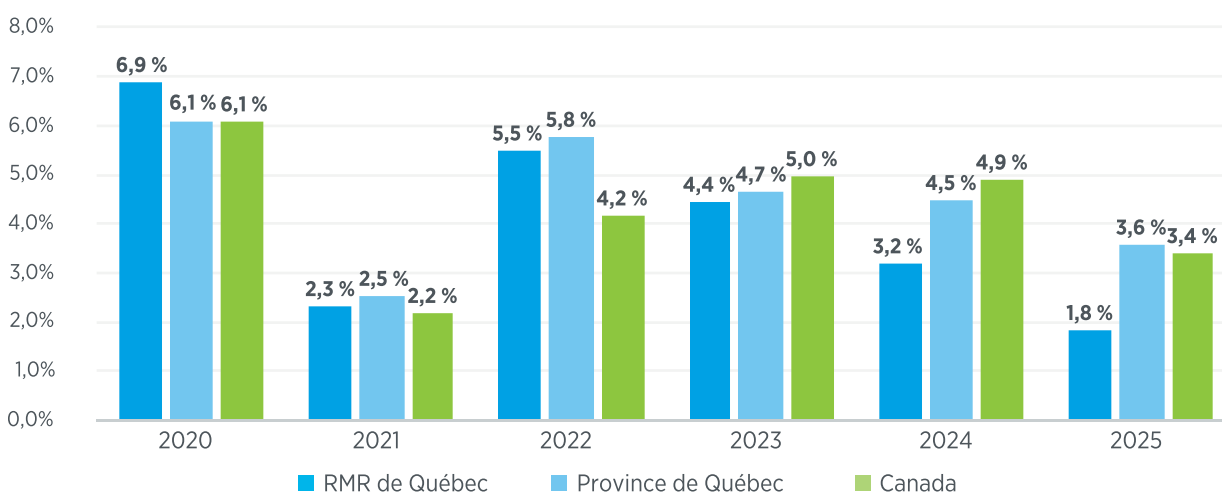
Combinée aux facteurs expliquant la tendance atypique du taux de chômage, cette dynamique s'appuie également sur une participation au marché du travail nettement supérieure des 15 à 24 ans ( $\approx 75,2\%$ ) et des 25 à 54 ans ( $\approx 94,6\%$ ) par rapport aux moyennes observées dans les huit principales RMR canadiennes, qui atteignent respectivement  $\approx 61,8\%$  et  $\approx 89,8\%$  selon les données non désaisonnalisées<sup>8</sup>.

## Des signaux contrastés concernant l'évolution salariale

En 2025, le salaire horaire moyen atteint 35,37 \$, en hausse d'environ 1,8 % sur un an, confirmant un net ralentissement après les progressions de 3,2 % en 2024 et de 4,4 % en 2023<sup>9</sup>. Cette décélération s'inscrivait toutefois dans un contexte de cinq trimestres consécutifs de baisse des postes vacants, réduisant la pression à la hausse sur les rémunérations. Toutefois, la tendance s'est inversée en fin d'année (+17,5 % du volume de postes vacants), laissant présager une croissance salariale plus importante en 2026. À cet égard, il convient de souligner qu'un écart pourrait se creuser entre les entreprises en mesure d'absorber la pression à la hausse sur les salaires et celles qui en auraient plus difficilement la capacité, ces dernières étant plus souvent de plus petite taille.

La ventilation par industrie confirme de nouveau la nécessité de conduire une analyse différenciée du marché du travail. Les services professionnels dominent avec une rémunération moyenne de 48,60 \$/h, suivis de la finance-assurance (46,46 \$/h) et des administrations publiques (46,29 \$/h), tous bien au-dessus du seuil de bas salaire de 32,96 \$/h (Graphique 16). Ces secteurs affichent une productivité marginale élevée et une forte demande de compétences spécialisées, bien que des exigences comparables existent aussi dans d'autres secteurs où la rémunération est pourtant beaucoup plus faible. Les prochains mois permettront de vérifier si les salaires suivent l'inflation, car une croissance salariale durablement inférieure réduirait la capacité d'ajustement des employeurs et accentuerait les enjeux d'attraction et de rétention dans les secteurs en tension. Une hausse induite par la pénurie de main-d'œuvre causerait, quant à elle, des pressions inflationnistes.

**Graphique 14 - Variation annuelle du salaire horaire moyen**



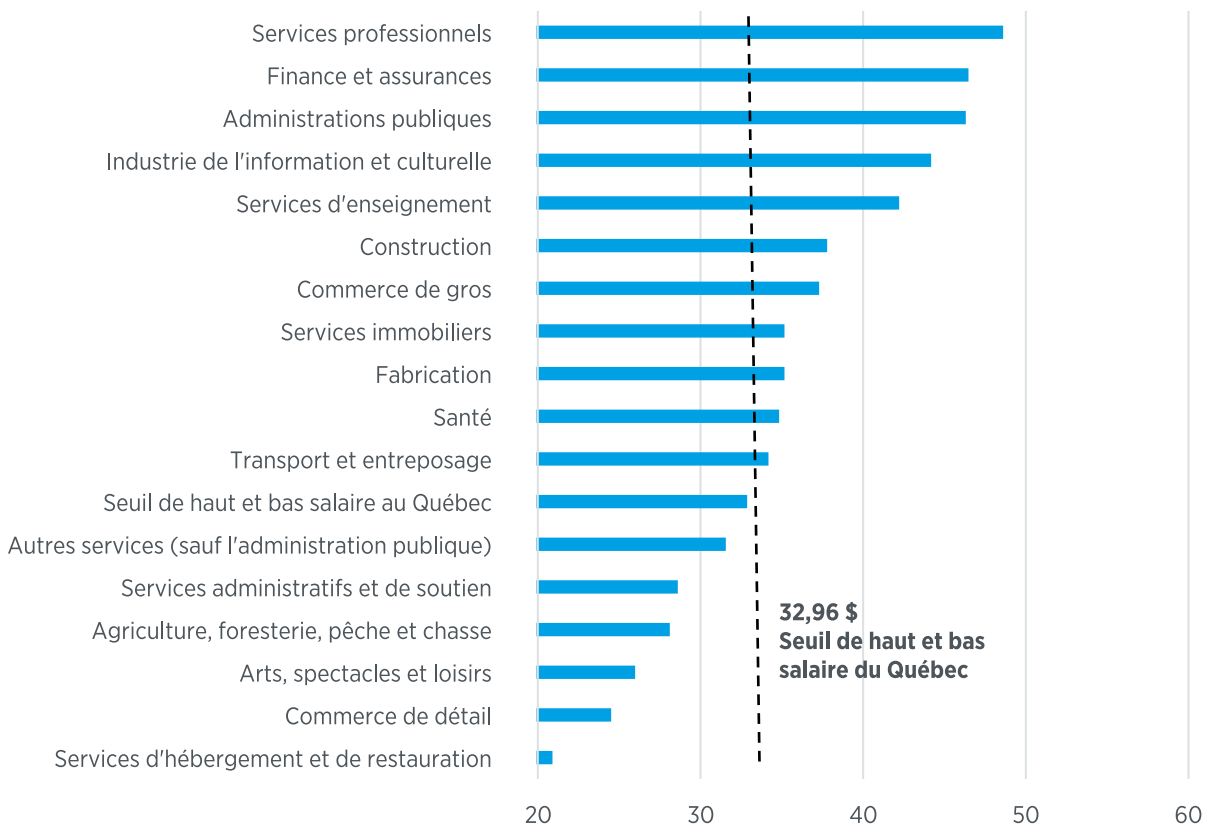
Sources : Québec International et Statistique Canada, Commande spéciale, 2026

7 Statistique Canada - Tableau 14-10-0459-01

8 Statistique Canada - Tableau 14-10-0458-01

9 Statistique Canada - Commande spéciale. *Enquête sur la population active* (2026)

**Graphique 15 – Salaire horaire moyen selon l'industrie (\$), RMR de Québec, 2025**



Sources : Statistique Canada, Commande spéciale, 2026 et Québec International

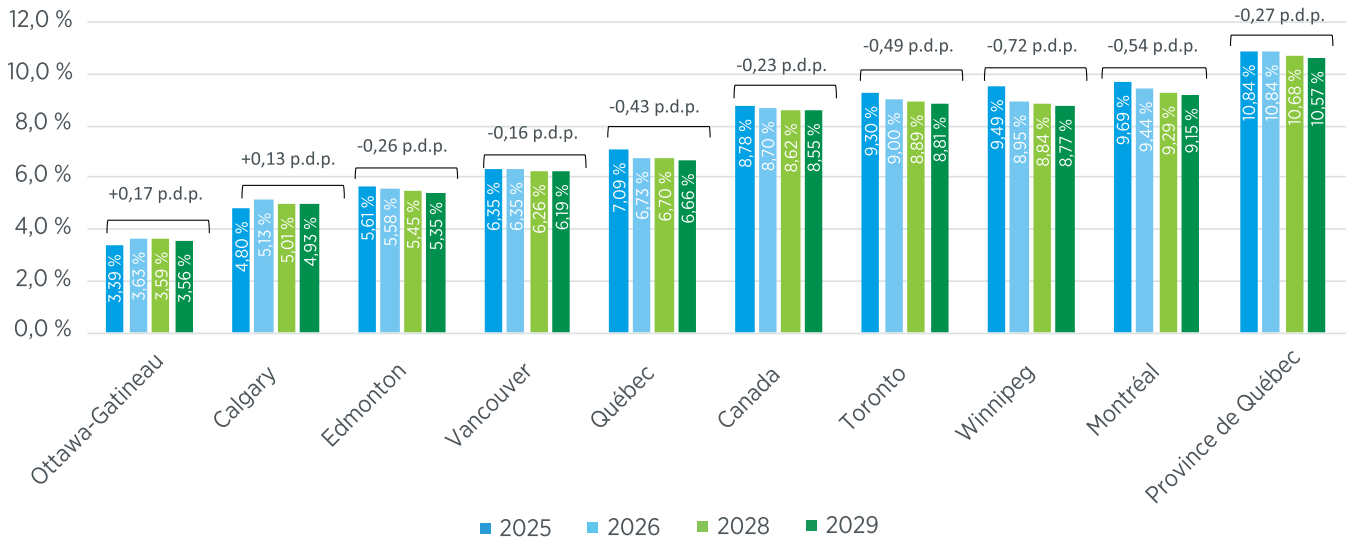
## PERSPECTIVES POUR 2026

### Toujours dans le sillage de Trump

Le contexte demeure marqué par une incertitude élevée liée aux tensions internationales et aux orientations économiques américaines, rendant l'évolution du marché de l'emploi difficile à anticiper, notamment sur le plan sectoriel. Puisque les États-Unis absorbent près des trois quarts des exportations du Canada, tout changement de politique économique se répercute directement sur l'économie canadienne et sur l'emploi. Même en l'absence de pertes immédiates, ces chocs devraient continuer de se traduire en 2026 par des gels d'embauche, un recours accru aux contrats temporaires, ainsi qu'une accélération de l'automatisation, y compris dans des régions comme la RMR de Québec.

Toutefois, les prévisions d'Oxford Economics demeurent relativement rassurantes (Graphique 17). Les reculs anticipés de l'emploi manufacturier dans la majorité des grandes RMR canadiennes resteraient limités, sous la barre de 0,6 p.d.p., témoignant d'une certaine résilience sectorielle. Or, cette posture n'efface pas l'inquiétude des entrepreneurs, alors que l'édition 2025 du rapport *Portrait des pratiques numériques des entreprises manufacturières de la grande région de Québec et de l'Est-du-Québec* révèle que 48 % des répondants nomment l'incertitude et les coûts liés aux tensions commerciales internationales comme l'un des principaux obstacles, derrière la pénurie ou la difficulté de recrutement de main-d'œuvre qualifiée (61 %).

**Graphique 16 – Prédiction de l'importance du secteur manufacturier dans les 8 principales RMR canadiennes\***



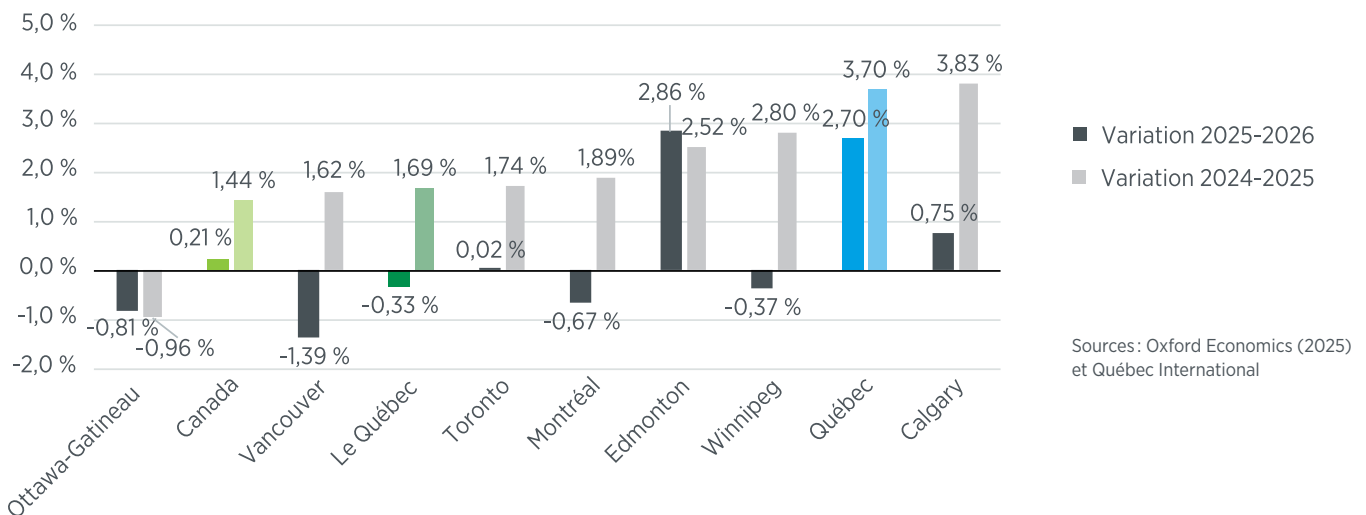
\* Les données demeurent au stade de la prévision pour l'ensemble des années présentées  
Sources : Oxford Economics (2025) et Québec International

Finalement, il importe de considérer l'impact sur les finances publiques, particulièrement dans une région où l'État constitue un employeur majeur. En effet, le risque de réduction des revenus fiscaux de l'État en raison d'un ralentissement économique lié aux tensions commerciales avec les États-Unis plane toujours et peut exercer une pression sur les budgets gouvernementaux. Cette situation pourrait accroître la longévité du gel d'embauche en cours, notamment en raison de reports de projets ou de la rationalisation accrue des dépenses.

## Vers un ralentissement ou une accélération du marché de l'emploi en 2026?

Les prévisions établies par Oxford Economics à la fin de 2025 anticipent un recul de l'emploi dans quatre des huit principales RMR canadiennes pour l'année 2026, une proportion nettement supérieure à celle observée entre 2024 et 2025, période durant laquelle seule la RMR d'Ottawa-Gatineau était confrontée à cette situation. Cette tendance est en cohérence avec la littérature et les analyses publiées en 2025, qui convergent vers un scénario de stagnation, voire de contraction de l'emploi au Canada, au Québec et dans la RMR. À cet égard, le budget 2025-2026 présenté par le gouvernement du Québec faisait également état d'un ralentissement après plusieurs exercices marqués par une croissance soutenue.

**Graphique 17 – Prévisions de croissance de l'emploi d'Oxford Economics, 2025-2026**



Sources : Oxford Economics (2025) et Québec International

Les prévisions susmentionnées reflètent adéquatement la réalité exprimée principalement lors des trois premiers trimestres de 2025, mais la situation a emprunté une tournure différente en fin d'année et au cours des premiers mois de 2026 pour la RMR de Québec. Effectivement, le resserrement des métriques du marché du travail et le passage sous le seuil du plein emploi laissent entrevoir deux possibilités : une année marquée par une croissance soutenue de l'emploi pour répondre aux besoins des différents secteurs industriels, ou un ralentissement de la création des postes pour alléger la pression sur l'embauche. Dans un cas comme dans l'autre, le risque de pénurie de main-d'œuvre, davantage généralisée que sectorielle, est tangible et les répercussions sur les employeurs sont concrètes. Ces derniers pourraient effectivement être contraints d'augmenter les salaires afin de demeurer compétitifs, induisant ainsi une pression inflationniste, en plus de devoir composer avec des travailleurs dont l'adéquation formation-poste est sous-optimale, amputant ainsi le potentiel de productivité à long terme.

## Des modifications à la démographie se reflétant sur le marché de l'emploi

Lors de la prochaine année, la revue possible des seuils migratoires aura indéniablement un impact concret sur le marché du travail. Dans un contexte de vieillissement démographique, la baisse des admissions risque de ralentir la croissance de la population active et d'accentuer les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés, tels que la santé, la construction, le manufacturier et certains services ou, plus globalement, des secteurs à haute intensité en capital humain et faible complémentarité aux technologies émergentes. À cet égard, notons que l'état d'équilibre du marché du travail soutient que 194 professions (52,57 %) seront en déficit entre 2024 et 2028 et 175 entre l'équilibre et le surplus (non-publication de 147 professions)<sup>10</sup>. À l'échelle macroéconomique, une main-d'œuvre moins abondante se traduit par une croissance plus faible de la production et du produit intérieur brut (PIB), ainsi qu'une demande intérieure modérée.

**Tableau 3 – Répartition des professions selon leur diagnostic**

Répartition des professions selon leur diagnostic sur la période 2024-2028								
Région	Déficit	Léger déficit	Déficit - total	Équilibre	Léger surplus	Surplus	Équilibre et surplus - total	Non publié
<b>RMR de Québec</b>	<b>44</b>	<b>150</b>	<b>194</b>	<b>168</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>175</b>	<b>147</b>
RMR de Montréal	56	186	242	152	7	0	159	115
Capitale-Nationale	42	145	187	165	7	0	172	157
Chaudière-Appalaches	30	158	188	153	7	0	160	168
Ensemble du Québec	56	207	263	170	6	0	176	77

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, secteur de l'Emploi (2024) et Québec International

Dans cette optique, les projections du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec prévoient que 1,4 million d'emplois seront à pourvoir au cours de la période allant de 2024 à 2033 inclusivement. Parmi ceux-ci, 24 %, soit approximativement 336 000 postes, devraient être occupés par des personnes immigrantes qui s'établiront au Québec durant cet intervalle.

Compte tenu du poids démographique de la RMR de Québec, qui représente 10,0 % de la population provinciale, on estime que 33 600 résidents permanents devront s'y installer sur dix ans afin de répondre aux besoins du marché du travail local. Il convient toutefois de souligner que l'évolution démographique, bien que révélatrice, demeure un indicateur imparfait du dynamisme régional par rapport à l'ensemble du Québec. Cette estimation conservatrice pourrait conduire à une sous-estimation des besoins réels à venir alors que la région compose avec un bas taux de chômage chronique, ce qui constitue déjà un frein à son développement.

<sup>10</sup> Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, secteur de l'Emploi (2024). État d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes, édition 2024 – Diagnostics pour 516 professions

En supposant une répartition annuelle uniforme sur dix ans, cette estimation représenterait l'intégration moyenne de 3 360 personnes immigrantes en emploi par année dans la région, contribuant ainsi à renforcer la compétitivité des entreprises locales et à atténuer les tensions sur le marché du travail. Cette croissance, reflet d'une vitalité économique soutenue, appelle une stratégie concertée en matière d'attraction, d'accueil et de répartition de la main-d'œuvre immigrante. Alors que les besoins en main-d'œuvre sont importants pour soutenir les investissements publics régionaux (chantier Davie, nouveau complexe hospitalier, projets de mobilité et d'infrastructures, etc.), la régionalisation de l'immigration apparaît comme une condition essentielle à la santé du marché du travail.

En 2026, les effets du rétrécissement du bassin de main-d'œuvre devraient se manifester progressivement, mais de manière significative, tant à l'échelle régionale que provinciale. Dans ce contexte, l'évolution des politiques migratoires et la réduction du bassin de talents disponibles pousseront les entreprises à miser davantage sur la productivité que sur l'embauche, en particulier dans les secteurs névralgiques où les risques de pénurie sont particulièrement importants.

## Impact modeste de l'IA sur l'emploi... pour le moment

Bien que l'intelligence artificielle transforme la manière dont certaines tâches sont exécutées en redéfinissant la demande de compétences, elle ne devrait pas provoquer de vagues de licenciements massifs, actuellement. À court terme, cette technologie ne remplace pas systématiquement les travailleurs, mais contribue plutôt à pourvoir des postes vacants, notamment sur les planchers des usines. Selon le *Portrait 2025 des pratiques numériques des entreprises manufacturières de la grande région de Québec et de l'Est-du-Québec*, l'usage des données et de l'intelligence (IA, analytique, données massives, Internet des objets industriels) se classe au quatrième rang sur cinq concernant leur adoption, derrière l'infrastructure de support (70 %), les logiciels de gestion (63 %) et les technologies de production (62 %), mais devant les produits et procédés pour le secteur manufacturier.

Le sondage *Conjoncture 2026* met, quant à lui, en évidence une adoption croissante de l'intelligence artificielle au sein des entreprises de la région. Près de 52 % des dirigeants interrogés indiquent avoir intégré des outils d'IA à leurs opérations au cours de la dernière année. Dans 18 % des cas, cette intégration s'étend à plusieurs processus ou départements, tandis qu'un peu plus du tiers (35 %) en sont à des projets pilotes ou à des usages ciblés. Par ailleurs, 39 % des répondants estiment que leur organisation se positionne favorablement en matière d'adoption de l'IA et des technologies émergentes, suggérant des gains potentiels en compétitivité et en performance organisationnelle.

Certains secteurs peu complémentaires, mais fortement exposés à l'IA, demeurent toutefois vulnérables. À cet égard, le Forum économique mondial estime qu'environ 40 % des employeurs prévoient réduire leurs effectifs d'ici 2030 sous l'effet de l'IA<sup>11</sup>. Fait notable, cette mutation s'accompagne d'une réallocation des ressources vers des fonctions où la complémentarité avec cette technologie est élevée, favorisant ultimement la création d'emplois et l'amélioration de la productivité.

<sup>11</sup> World Economics Forum 2025. Future of Jobs Report. URL: [WEF\\_Future\\_of\\_Jobs\\_Report\\_2025.pdf](#)



## CONCLUSION

### La rareté de talents comme contrainte centrale

L'année 2025 et le début de 2026 confirment la position singulière de la RMR de Québec au sein de l'économie québécoise et canadienne. Marquée par une évolution à contre-courant de la tendance provinciale et nationale, particulièrement en fin d'année, la région se distingue par un marché du travail résolument dynamique, mais tendu, porté par une croissance de l'emploi robuste et un taux de chômage qui se maintient sous le seuil du plein emploi depuis plusieurs mois. Avec un niveau de 2,6 % en mars 2026, nettement inférieur à Montréal, au Québec et au Canada, la rareté de la main-d'œuvre et la crainte d'une pénurie de talents qualifiés s'imposent comme des déterminants centraux de la conjoncture actuelle.

Ce resserrement découle d'un double mouvement, soit une progression soutenue de l'emploi et une augmentation de plus faible amplitude, bien qu'importante, de la population active. Ce décalage nourrit des tensions persistantes entre l'offre et la demande de travail, amplifiées par des enjeux structurels d'adéquation des compétences. Si la région affiche un taux d'emploi parmi les plus élevés au pays, elle demeure confrontée à une spécialisation accrue des besoins qui fragmente le marché en sous-marchés sectoriels.

La progression des postes vacants en fin d'année 2025 illustre bien cette pression. Après cinq trimestres de stabilité, la hausse de 17,5 % démontre que, malgré la normalisation économique, les entreprises peinent toujours à recruter les profils dont elles ont besoin. Cette difficulté n'est pas uniforme alors qu'elle touche plus fortement les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, dont le manufacturier et la construction.

L'évolution salariale constitue un autre indicateur clé. Si les salaires continuent d'augmenter, leur progression ralentit nettement après les hausses rapides observées lors des années précédentes. Ce repli reflète une détente partielle des pressions sur les employeurs, mais contribue aussi à réduire l'attractivité relative de certains postes dans un contexte de concurrence interrégionale et entre entreprises. Il en résulte un risque accru de pénuries généralisées, là où ces pressions étaient autrefois concentrées dans quelques secteurs critiques.

Sur le plan démographique, la région fait face à des défis non négligeables. La baisse du nombre d'immigrants sans statut permanent a limité l'expansion du bassin de travailleurs, tandis que l'indice de remplacement de la main-d'œuvre (90,6) signale une capacité insuffisante à renouveler les effectifs. Toutefois, les projections démographiques à long terme sont encourageantes, car la RMR de Québec devrait connaître, d'ici 2051, la plus forte croissance de population parmi les RMR québécoises, avec +23,1 %, et maintenir un solde migratoire positif, soutenant ainsi l'élargissement progressif de la population active. Malgré ce niveau, la préoccupation des entreprises de ne pas être en mesure d'accéder à un bassin de talents suffisamment volumineux pour combler leurs besoins et assurer leur croissance demeure à l'avant-plan.



Enfin, la situation particulière des jeunes de 15 à 24 ans et des immigrants n'ayant pas le statut de permanence rappelle l'importance de considérer la pluralité des trajectoires d'insertion. Leur exposition accrue au chômage frictionnel, à la précarité et à l'inadéquation compétences-emplois appelle des stratégies ciblées de formation, de transition professionnelle et d'intégration. Dans l'ensemble, la RMR de Québec aborde 2026 avec un marché du travail performant, mais sous tension, avec des défis structurels persistants et un potentiel de croissance important.

---

#### **Rédaction**

L'équipe des études économiques et de la veille stratégique

#### **Crédits photos**

Université Laval, Québec International, Dany Vachon et Carl Bélanger

---

**Juin 2026**



**QUÉBEC  
INTERNATIONAL**  
Développement économique

[quebecinternational.ca](http://quebecinternational.ca)

**Canada** 

**Québec** 

**VILLE DE  
QUÉBEC** 

# ANNEXES

Tableau A1 – Statistiques sur l’emploi selon le groupe d’âge\*

Groupe d’âge	2025	2024	Variation
<b>Moins de 15 ans</b>			
Chômage	15,4	19,1	-19,4%
Emploi	510,5	475	7,5%
Emploi à temps partiel	101,6	91,1	11,5%
Emploi à temps plein	408,9	384	6,5%
Population	757	739,2	2,4%
Population active	525,8	494,1	6,4%
Population inactive	231,1	245,1	-5,7%
Taux d’activité	69,5	66,8	4,0%
Taux de chômage	2,9	3,9	-25,6%
Taux d’emploi	67,4	64,3	4,8%
<b>15 à 24 ans</b>			
Chômage	3,4	5,2	-34,6%
Emploi	73,5	70,3	4,6%
Emploi à temps partiel	51,1	41,8	22,2%
Emploi à temps plein	22,4	28,6	-21,7%
Population	102,2	97,3	5,0%
Population active	76,9	75,5	1,9%
Population inactive	25,3	21,8	16,1%
Taux d’activité	75,2	77,6	-3,1%
Taux de chômage	4,4	6,9	-36,2%
Taux d’emploi	71,9	72,3	-0,6%
<b>25 à 54 ans</b>			
Chômage	8,9	10,2	-12,7%
Emploi	351,6	301,6	16,6%
Emploi à temps partiel	32,8	21,3	54,0%
Emploi à temps plein	318,8	280,3	13,7%
Population	381,2	334,4	14,0%
Population active	360,5	311,8	15,6%
Population inactive	20,8	22,6	-8,0%
Taux d’activité	94,6	93,2	1,5%
Taux de chômage	2,5	3,3	-24,2%
Taux d’emploi	92,2	90,2	2,2%
<b>55 ans et plus</b>			
Chômage	3,1	3,7	-16,2%
Emploi	85,4	103,1	-17,2%
Emploi à temps partiel	17,7	28	-36,8%
Emploi à temps plein	67,7	75,1	-9,9%
Population	273,6	307,5	-11,0%
Population active	88,5	106,8	-17,1%
Population inactive	185,1	200,7	-7,8%
Taux d’activité	32,3	34,7	-6,9%
Taux de chômage	3,5	3,5	0,0%
Taux d’emploi	31,2	33,5	-6,9%

\* Le chômage, l’emploi, l’emploi à temps partiel, l’emploi à temps plein, la population, la population active et la population inactive sont présentés en milliers (x1000)

Note : Les données utilisées sont non désaisonnalisées et le comparatif se situe entre décembre 2024 et décembre 2025

Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0459-01 et Québec International

**Tableau A2 – Volume d’emplois selon l’industrie**

	<b>2025</b>
<b>Emploi total</b>	<b>510 500</b>
<b>Secteur de la production de biens</b>	<b>74 300</b>
Agriculture	1 500
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	3 500
Construction	36 300
Fabrication	31 500
<b>Secteur des services</b>	<b>436 100</b>
Commerce de gros et de détail	78 100
Transport et entreposage	24 200
Finance, assurances, services immobiliers et de location	46 800
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]	33 900
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	16 100
Services d’enseignement	44 900
Soins de santé et assistance sociale	78 100
Information, culture et loisirs	16 800
Services d’hébergement et de restauration	29 400
Administrations publiques	50 400

Note : Les données utilisées sont non désaisonnalisées et datent de décembre 2025

Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0467-01 et Québec International